

**RÉVISION DU FORMULAIRE MODÈLE À UTILISER POUR LES DEMANDES DÉPOSÉES
EN APPLICATION DE LA CONVENTION DE LA HAYE DU 25 OCTOBRE 1980
SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS**

document établi par le Bureau Permanent

* * *

**REVISION OF THE MODEL APPLICATION FORM UNDER
THE HAGUE CONVENTION OF 25 OCTOBER 1980
ON THE CIVIL ASPECTS OF INTERNATIONAL CHILD ABDUCTION**

document drawn up by the Permanent Bureau

*Document d'information No 4 de mai 2011 à l'intention de la
Commission spéciale de juin 2011 sur le fonctionnement pratique de la
Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la
Convention Protection des enfants de 1996*

*Information Document No 4 of May 2011 for the attention of the
Special Commission of June 2011 on the practical operation of the
1980 Hague Child Abduction Convention and the
1996 Hague Child Protection Convention*

**RÉVISION DU FORMULAIRE MODÈLE À UTILISER POUR LES DEMANDES DÉPOSÉES EN
APPLICATION DE LA CONVENTION DE LA HAYE DU 25 OCTOBRE 1980
SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS**

document établi par le Bureau Permanent

* * *

**REVISION OF THE MODEL APPLICATION FORM UNDER
THE HAGUE CONVENTION OF 25 OCTOBER 1980
ON THE CIVIL ASPECTS OF INTERNATIONAL CHILD ABDUCTION**

document drawn up by the Permanent Bureau

INTRODUCTION

Afin de faciliter le double objectif de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (ci-après « la Convention de 1980 »), à savoir d'assurer « le retour immédiat des enfants déplacés ou retenus illicitement » et « de faire respecter effectivement ... les droits de garde et de visite »¹, la Convention de 1980 permet à des personnes de demander le retour de l'enfant² ou des arrangements pour organiser ou obtenir l'exercice effectif de droits de visite³. L'article 8(2) de la Convention de 1980 énonce les informations que doit contenir une demande, ainsi que les documents pouvant être joints à une telle demande. Au moment de l'adoption de la Convention, la Quatorzième session de la Conférence de La Haye a recommandé aux États contractants que le Formulaire modèle de Requête en vue du retour (intitulé depuis lors Formulaire modèle à utiliser pour les demandes), reproduit à l'annexe du présent document (ci-après « le formulaire modèle »), soit utilisé pour demander le retour d'enfants déplacés ou retenus illicitement⁴. Ce formulaire, élaboré il y a trente ans, a été adapté par les Autorités centrales à des degrés divers.

En 2006, la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de 1980 a réaffirmé « la Recommandation de la Quatorzième session de la Conférence de La Haye d'utiliser le formulaire modèle de Requête en vue du retour »⁵ et recommandé « que le Bureau Permanent, en consultation avec les États contractants, mette à jour le formulaire modèle de Requête en vue du retour »⁶.

Au cours de l'année 2010, le Bureau permanent a effectué une analyse préliminaire des formulaires de demande de retour ou de droit de visite utilisés dans le cadre de la Convention de 1980, utilisés actuellement par trente-trois Autorités centrales⁷ et disponibles en ligne sur leur site Internet en juillet 2010. Si d'autres Autorités centrales peuvent également avoir créé des formulaires de demande, il semblerait que ces derniers ne soient pas facilement disponibles en ligne, soit parce que l'Autorité centrale n'avait pas indiqué de liens vers une page Internet de l'Autorité centrale, soit parce que la page Internet consacrée n'était pas accessible ou ne comportait pas de formulaires de demande en tant que tels⁸. Le présent rapport passe en revue la manière dont les Autorités centrales ont utilisé le formulaire modèle et formule plusieurs recommandations en vue de l'examen et de la révision du formulaire modèle sous sa forme actuelle. Le présent rapport relève également différents aspects susceptibles de tirer profit des outils électroniques mis au point par le Bureau permanent en consultation avec les États contractants, à savoir le système de gestion électronique de dossiers *iChild*, qui traite en grande partie de données similaires⁹. De même, le présent rapport note les acquis des

¹ Art. 1.

² Art. 8.

³ Art. 21.

⁴ *Actes et documents de la Quatorzième session (1980)*, tome III, *Enlèvement d'enfants*, HCCH, 1982, p. 423. Également disponible sur le site Internet de la Conférence de La Haye à l'adresse < www.hcch.net >, à la rubrique « Espace Enlèvement d'enfants ».

⁵ « Conclusions et Recommandations de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et la mise en œuvre de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (30 octobre – 9 novembre 2006) », Recommandation No 1.1.13.

⁶ *Ibid*, Recommandation No 1.1.14.

⁷ Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine ((RAS de Hong Kong), Chypre, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Géorgie, Grèce, Islande, Lituanie, Malte, Monaco, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man, Irlande du Nord et Écosse), Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.

⁸ L'Italie fournit au demandeur la possibilité de commencer à déposer une demande en ligne sur la page Internet suivante < <http://www.giustiziaminorile.it/invio/modulo.asp> >. Si le formulaire de demande italien ne demande pas toutes les informations comprises dans le formulaire modèle, il semble être un mécanisme permettant aux demandeurs de solliciter l'envoi d'un formulaire de demande officiel et de porter la situation à l'attention de l'Autorité centrale. Terre-Neuve-et-Labrador a un formulaire disponible en ligne. Il semble cependant s'agir d'une déclaration écrite sous serment qui sera jointe à l'appui d'une demande.

⁹ Voir Doc. pré-l. No 9 d'octobre 2006, « Rapport sur le pilote *ichild* et le développement de la base de données statistiques sur l'enlèvement international d'enfants, INCASTAT - Systèmes technologiques à l'appui de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants ».

travaux du Groupe de travail chargé des formulaires institué en 2004 par la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille¹⁰ et des formulaires utilisés dans le cadre de la *Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*, tels qu'adoptés par la Commission spéciale de novembre 2009 sur le fonctionnement de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 et du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires¹¹.

I. Consolidation du formulaire

1) Mise à disposition d'un formulaire de demande de droit de visite

Plusieurs Autorités centrales ont consolidé les demandes de retour et de droit de visite dans un seul formulaire¹². Dans ces formulaires ne figurent que quelques demandes de renseignements supplémentaires en plus de celles demandées pour une demande de retour. Sur les onze formulaires consolidés, huit ont consacré une rubrique ou une question spécifique demandant au demandeur d'indiquer s'il remplit une demande de retour ou une demande de droit de visite¹³. Au-delà de cette simple question pour distinguer les deux types de demandes, seuls quelques formulaires demandent des informations supplémentaires :

- L'Autorité centrale de la Norvège indique expressément dans son formulaire consolidé que les demandes de droit de visite sont faites en application de l'article 21 de la Convention et demande à la fois que soient précisés les motifs de fait et légaux justifiant la demande en vue du droit de visite et les arrangements proposés pour exercer ce droit de visite de l'enfant.
- Le formulaire de demande de l'Autorité centrale du Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles) comprend également une rubrique concernant les demandes de contact / droit de visite, et demande qu'elle soit remplie *uniquement* si le demandeur dépose une demande en vue d'avoir un contact avec l'enfant / les enfants. Le formulaire commence par demander des informations concernant ce qui empêche l'exercice des droits de visite. Puis, il demande au demandeur de faire une proposition pour permettre le contact avec l'enfant / les enfants.
- De même, le Royaume-Uni (Île de Man), en plus de demander quels sont les arrangements proposés pour le droit de visite, demande aux demandeurs de fournir des documents prouvant qu'il a un droit de visite à l'égard de l'enfant / des enfants.
- L'Espagne, qui suit une autre démarche et intitule son formulaire de demande « *Solicitud de Devolución* » (demande en vue du retour), prévoit un espace dans lequel le demandeur doit indiquer sur quel article de la Convention il se fonde ; ce qui permet ainsi d'utiliser le formulaire pour une demande concernant le droit de visite en application de l'article 21, sans jamais mentionner expressément les droits de visite.

¹⁰ Voir Doc. pré-l. No 2 A de juillet 2009, « Groupe de travail chargé des formulaires, Rapport », disponible sur le site Internet de la Conférence de La Haye à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Obligations alimentaires ».

¹¹ Voir Doc. pré-l. No 2 B (révisé) d'août 2010, « Groupe de travail chargé des formulaires, Formulaires recommandés », disponible sur le site Internet de la Conférence de La Haye, *ibid.* Voir également les « Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sur la mise en œuvre de la Convention Recouvrement d'aliments de 2007 et du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (novembre 2009) », No 3, disponible sur le site Internet de la Conférence de La Haye, *ibid.*

¹² Argentine, Belgique, Équateur, États-Unis d'Amérique, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles et Île de Man) Suède et Suisse.

¹³ Argentine, Belgique, États-Unis d'Amérique, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles), Suède et Suisse. Au Royaume-Uni (Île de Man), il est demandé aux demandeurs d'indiquer à la fin de la demande s'ils demandent un droit de visite ou le retour de l'enfant.

En revanche, plutôt que de proposer des demandes de retour et des demandes de droit de visite consolidées dans un formulaire unique, plusieurs États ont placé sur le même site Internet que celui des formulaires de demande de retour des formulaires de demande de droit de visite séparés¹⁴.

Que la demande de droit de visite soit consolidée dans un formulaire avec la demande de retour ou qu'un formulaire séparé lui soit consacré, le contenu de la demande de renseignements concernant le droit de visite est substantiellement similaire à celui des demandes de renseignements concernant le retour : l'identité de l'enfant et de ses parents ; l'identité du demandeur ; l'identité de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants ou empêché le droit de visite de l'enfant ; les circonstances entourant le déplacement, la rétention ou le refus de droit de visite ; les motifs de fait et légaux justifiant la demande et les arrangements proposés soit pour le retour soit pour le droit de visite de l'enfant / des enfants.

Il convient de mentionner que le système de gestion de dossiers iChild fonctionne aussi bien pour les affaires d'enlèvement que pour les affaires concernant le droit de visite en application de la Convention de 1980¹⁵. En outre, *iChild* permet aux utilisateurs d'établir des liens électroniques entre un cas de visite et un cas d'enlèvement concernant le même enfant / les mêmes enfants. En ce qui concerne le droit de visite, il pourrait être intéressant d'étudier la possibilité d'inclure dans le formulaire modèle des informations concernant la volonté des demandeurs d'obtenir un droit de visite à l'égard de l'enfant pendant l'examen de la procédure de retour.

Conclusion : Sur l'ensemble des formulaires analysés, environ les deux tiers (vingt) ont choisi de mettre à la disposition des demandeurs un formulaire de demande — soit en prévoyant un espace pour la demande de droit de visite dans le formulaire de demande de retour, soit en créant un formulaire de demande de droit de visite séparé. Le contenu de ces demandes concernant le droit de visite ne varie pas beaucoup d'un formulaire à l'autre et n'est pas non plus très différent de celui des demandes de retour complémentaires. Dans le cadre de l'examen de la révision du formulaire modèle à utiliser pour les demandes en vue du retour, il semblerait judicieux d'examiner la nécessité d'une rubrique ou d'un formulaire modèle spécifiquement consacré aux demandes de droit de visite.

2) Plusieurs Conventions dans un formulaire unique

Parmi les États contractants à la Convention de 1980, plusieurs sont aussi parties à d'autres instruments multilatéraux qui comportent des éléments communs avec la Convention de 1980 ou la complètent (par ex., la *Convention interaméricaine sur le retour international des mineurs*¹⁶, la *Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants*¹⁷ et le Règlement Bruxelles II bis¹⁸). Certaines Autorités centrales ont créé explicitement un formulaire unique destiné à être utilisé par les demandeurs souhaitant déposer une demande de retour en application à la fois de la Convention de 1980 et d'autres instruments pertinents¹⁹. À l'inverse, certains de ces instruments ont été adoptés accompagnés de formulaires modèles spécifiques²⁰.

¹⁴ Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, France, Géorgie, Lituanie, Monaco, et Royaume-Uni (Écosse).

¹⁵ Voir le « Guide de l'utilisateur *iChild* », disponible sur le site Internet de la Conférence de La Haye à l'adresse < www.hcch.net >, à la rubrique « Espace Enlèvement d'enfants ».

¹⁶ Montevideo, 15 juillet 1989.

¹⁷ Luxembourg, 20 mai 1980.

¹⁸ Règlement (CE) n°2201/20031 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, abrogeant le Règlement (CE) n°1347/2000.

¹⁹ Argentine, Belgique, Brésil, Grèce, Malte, Pays-Bas, Portugal (le Portugal a à la fois un formulaire pour les seules demandes en application de la Convention de La Haye et un formulaire pour à la fois les demandes en

Conclusion : la décision d'utiliser un formulaire unique pour plusieurs instruments devrait être examinée avec attention, particulièrement en ce qui concerne l'interaction des différents instruments susceptibles d'être pertinents dans chaque région, en tenant compte des autres formulaires existants déjà adoptés ou utilisés dans le cadre de ces instruments.

3) Un seul formulaire pour plusieurs enfants

Le formulaire modèle permet à un demandeur de remplir une demande de retour en application de la Convention de 1980 pour un seul enfant. Plusieurs États, sans doute de par leur expérience, ont cependant créé des formulaires avec un espace pour plusieurs enfants²¹ ; certains formulaires invitant expressément les demandeurs à joindre des feuilles supplémentaires si l'espace réservé n'est pas suffisant²².

Il convient de noter ici que le système de gestion de dossiers *iChild* prévoit la possibilité de sauvegarder un Profil du cas concernant plusieurs enfants²³. Les formulaires recommandés par la Convention Recouvrement des aliments de 2007 permettent également aux demandeurs de remplir un seul formulaire pour plusieurs enfants²⁴.

Conclusion : Il est recommandé d'utiliser le formulaire modèle de telle sorte qu'un seul formulaire soit utilisé pour demander le retour de plusieurs enfants. Dans de nombreuses affaires d'enlèvement d'enfant par un parent, des frères et sœurs sont illicitement déplacés ou retenus par un parent ; le fait de permettre au parent délaissé de remplir un seul formulaire pour demander le retour de tous les enfants concernés servirait l'objectif de la Convention d'assurer le retour rapide des enfants au moyen des procédures les plus rapides.

II. Identité de l'enfant / des enfants et du parent / des parents

1) Informations concernant l'enfant / les enfants

Le formulaire modèle demande d'indiquer le nom et le prénom de l'enfant / des enfants, la date et le lieu de naissance, la résidence habituelle avant le déplacement ou la rétention, le numéro de passeport ou de carte d'identité et la « description » et la photo, si possible. Seules quatre Autorités centrales ont repris la rubrique « Identité de l'enfant et de ses parents » du formulaire modèle sans aucune modification du format ou du contenu, en dehors de la mise à jour de l'année à laquelle un enfant enlevé atteindra l'âge de 16 ans (de 19XX à 20XX)²⁵.

Si le nombre de formulaires de demande n'ayant fait l'objet d'aucune modification était minimal, plusieurs Autorités centrales ne semblent pas avoir utilisé le formulaire modèle comme base pour élaborer leurs propres formulaires. Dans la plupart des cas, ces Autorités centrales, quand bien même elles n'utiliseraient pas le formulaire modèle, n'ont apporté que des changements minimaux au contenu du formulaire modèle. Les ajouts les plus courants sont les suivants : le sexe (17 Autorités centrales)²⁶, la nationalité

application de la Convention de La Haye et le Règlement de Bruxelles II *bis*) et Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Irlande du Nord).

²⁰ Voir par ex. *op. cit.* note 18, annexes I à IV.

²¹ Afrique du Sud, Argentine, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Norvège et Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man, Irlande du Nord et Écosse).

²² Afrique du Sud, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec) et Norvège.

²³ Voir « Guide de l'utilisateur *iChild* », *op. cit.* note 15, p. 23.

²⁴ *Op. cit.*, note 11, annexes A à D, para. 3.2.

²⁵ Australie, Géorgie, Malte, Nouvelle-Zélande (n'ont pas mis à jour le formulaire pour modifier l'année lors de laquelle l'enfant atteindra l'âge de 16 ans, en 20XX et non en 19XX).

²⁶ Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Chine (RAS de Hong Kong), Équateur, Espagne, Grèce, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles et Écosse), Suède, Suisse et Turquie.

(26 Autorités centrales)²⁷, des espaces spécifiques pour le poids, la taille, la couleur des yeux et la couleur des cheveux (6 Autorités centrales)²⁸. Chaque État, à l'exception de Chypre, suit le formulaire modèle en indiquant qu'une photographie devrait être jointe à la demande, si possible²⁹.

Conclusion : La pratique indique que les informations supplémentaires concernant l'enfant / les enfants — en plus des renseignements demandés dans le formulaire modèle — sont utiles pour faciliter une demande. La vaste majorité des États exigent des informations concernant la nationalité. Si un nombre moins important d'Autorités centrales demande spécifiquement d'indiquer le sexe, la taille, le poids, la couleur des yeux et la couleur des cheveux de l'enfant / des enfants, il conviendrait d'examiner la possibilité de demander d'autres informations concernant l'enfant dans un formulaire modèle révisé, notamment une description physique telle que des cicatrices et des marques de naissance. Ces informations pourraient aider les autorités compétentes de l'État requis à localiser et identifier l'enfant / les enfants concerné(s).

2) Informations concernant le parent / les parents

Les trente-trois formulaires exigent les informations de base concernant les parents prévues dans le formulaire modèle, à l'exception de la Géorgie qui ne demande pas d'informations concernant le mariage des parents. Beaucoup vont cependant plus loin, en demandant l'adresse (l'adresse actuelle ou la dernière adresse connue) (13 Autorités centrales),³⁰ le / les numéro(s) de téléphone (9 Autorités centrales)³¹ et la date et le lieu du divorce, le cas échéant (17 Autorités centrales)³². Le formatage de plusieurs demandes indique que si la « résidence habituelle » est demandée, l'Autorité centrale souhaite connaître, en fait, l'adresse du parent / des parents³³ ; or, si une « adresse » n'est pas demandée expressément, il se peut que les demandeurs ne comprennent pas bien quelles sont les informations demandées.

Quelques Autorités centrales demandent encore plus d'informations concernant l'identité afin de faciliter la demande.

- L'Écosse demande le nom de jeune fille de la mère.
- La Suisse exige que des descriptions et des photos des deux parents, si elles sont disponibles, soient fournies.
- La Chine (RAS de Hong Kong) demande le numéro de fax, l'adresse électronique et la langue ou le dialecte parlés par le parent / les parents.

Les États-Unis d'Amérique, plutôt que de créer des rubriques spécifiques pour l'identité du père et de la mère, demandent le nom de la mère et du père s'ils sont différents de ceux du demandeur ou de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu illicitement l'enfant / les enfants.

²⁷ Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Grèce, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man, Irlande du Nord et Écosse), Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.

²⁸ Argentine, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chypre et États-Unis d'Amérique. La Chine (RAS de Hong Kong) n'a pas prévu d'espaces spécifiques pour la taille, le poids, la couleur des yeux et la couleur des cheveux, mais recommande que ces informations soient communiquées.

²⁹ Le formulaire italien étant une demande en ligne, il ne permet pas de joindre une copie papier de la photo. Il semble que ce formulaire en ligne soit un mécanisme permettant de commencer à déposer une demande et d'informer l'Autorité centrale du déplacement ou de la rétention.

³⁰ Argentine, Belgique, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Lituanie, Malte, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Royaume-Uni (Écosse).

³¹ Argentine, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Islande et Lituanie.

³² Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Brésil, Chine (RAS de Hong Kong), Équateur, Espagne, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Écosse), Slovaquie, Suède et Turquie.

³³ Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Espagne, Portugal, Slovaquie et Suède.

L'écran Informations sur la famille du système *iChild*³⁴ suit une démarche autre que celle du formulaire modèle. L'écran Informations sur la famille du système *iChild* prend en compte la famille dans son ensemble, ce qui permet d'inclure, s'il y a lieu, le statut de la relation entre les parents au moment du dépôt de la demande, et des informations sur les personnes liées à l'affaire, comme les frères et sœurs, un nouveau conjoint d'un parent, des membres de la famille et même des amis. En outre, cette approche permet d'obtenir des informations précises sur les enfants ainsi que sur les parents, comme des informations sur la citoyenneté, le statut de résidence dans les États requérants et requis, l'état civil et les documents ou restrictions de voyage.

Conclusion : Un formulaire modèle révisé pourrait demander d'autres informations pratiques concernant les parents, comme les numéros de téléphone (domicile, travail et portable) ainsi que les adresses électroniques.

Environ la moitié des Autorités centrales ont demandé des informations concernant la date et le lieu du divorce. Cette demande pourrait aider à obtenir des copies du jugement de divorce afin de déterminer quelle loi peut régir les procédures de divorce et d'établir les motifs de fait ou légaux pour la demande. Le fait de recueillir des informations sur la situation juridique de la famille a été traité de façon détaillée à l'occasion du développement du projet pilote *iChild*, et les solutions apportées dans *iChild* à ces questions pourraient constituer une source d'inspiration importante dans le cadre de l'élaboration d'un formulaire modèle révisé³⁵.

III. Informations sur le demandeur

Tous les formulaires demandent à un moment donné les informations suivantes concernant le demandeur ou le parent délaissé : nom et prénom, nationalité, profession, adresse, numéro de passeport ou de carte d'identité, relation avec l'enfant, et nom et adresse du conseiller juridique, le cas échéant. En plus, un certain nombre d'États demandent d'indiquer le pays de la résidence habituelle du demandeur (8 Autorités centrales)³⁶, le(s) numéro(s) de téléphone (14 Autorités centrales),³⁷ l'adresse électronique (5 Autorités centrales)³⁸ et les langues parlées (4 Autorités centrales)³⁹. Concernant l'avocat du demandeur, certaines Autorités centrales ont agrandi la ligne unique prévue dans le formulaire modèle de manière à inclure des espaces spécifiques pour le numéro de téléphone (12 Autorités centrales)⁴⁰, le numéro de fax (6 Autorités centrales)⁴¹ et l'adresse électronique (6 Autorités centrales)⁴² de l'avocat. La Norvège et la Suède demandent également aux demandeurs d'indiquer quelles langues sont parlées par l'avocat. En outre, le Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles) et la Norvège demandent si le demandeur préfère que l'Autorité centrale corresponde directement avec le demandeur ou directement avec le conseiller juridique.

De plus, douze Autorités centrales indiquent, dans le formulaire lui-même, que la personne ou l'institution requérante doit avoir effectivement exercé, soit seule soit conjointement, les droits de garde avant le déplacement ou la rétention⁴³. Enfin, l'Afrique

³⁴ Voir « Guide de l'utilisateur *iChild* », *Op. cit.* note 15, p. 28.

³⁵ Voir *ibid.*, p. 29 à 34 et 40.

³⁶ Afrique du Sud, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chypre, Lituanie, Norvège, Slovaquie, et Suède. Dans son formulaire, la Suède demande expressément que soit indiquée « la résidence habituelle » du demandeur et non l'adresse.

³⁷ Afrique du Sud, Belgique, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, États-Unis d'Amérique, Lituanie, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Écosse) Slovaquie et Suède.

³⁸ Belgique, Chine (RAS de Hong Kong), États-Unis d'Amérique, Norvège, Slovaquie et Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles).

³⁹ Chine (RAS de Hong Kong), États-Unis d'Amérique, Norvège et Suède.

⁴⁰ Afrique du Sud, Belgique, Chypre, États-Unis d'Amérique, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man, Irlande du Nord et Écosse) et Suède.

⁴¹ Afrique du Sud, Belgique, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles) et Suède.

⁴² Belgique, Norvège, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Écosse) et Suède.

⁴³ Australie, Autriche, Belgique, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Géorgie, Islande, Lituanie, Malte, Nouvelle-Zélande, Slovaquie et Suisse.

du Sud et l'Île de Man ont choisi de placer la rubrique demandant des informations sur le demandeur avant toute autre demande de renseignements.

Conclusion : Si seuls quatorze États demandent le numéro de téléphone du demandeur, c'est une bonne pratique qui peut faciliter les demandes de traitement et devrait être recommandée. Le fait de demander autant d'informations que possible concernant les coordonnées du demandeur permettra aux Autorités centrales de traiter les demandes plus rapidement. Le formulaire de la RAS de Hong Kong fournit un exemple instructif de la manière de demander les coordonnées, notamment des informations concernant le conseiller juridique du demandeur.

Bien que seulement douze États aient indiqué dans le formulaire que le demandeur doit avoir effectivement exercé des droits de garde afin de satisfaire aux exigences de la Convention, il serait utile d'examiner si le fait d'indiquer les exigences devant être remplies en application de la Convention aux fins d'établir un déplacement ou une rétention illicites devrait être inclus dans un formulaire modèle révisé ou la fiche d'instructions utilisée pour remplir le formulaire.

IV. Lieu où devrait se trouver l'enfant / les enfants

Lors de l'élaboration d'un formulaire modèle révisé, il faudrait accorder une attention particulière à la question de recueillir des informations concernant le lieu où l'on suppose que l'enfant ou les enfants se trouvent, dans le but d'obtenir des informations aussi précises que possible afin de faciliter et d'accélérer la localisation de l'enfant ou des enfants.

1) Identité de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants

Toutes les Autorités centrales, à l'exception de Chypre et de l'Angleterre et du pays de Galles⁴⁴ suivent le formulaire modèle, en demandant le nom, le lieu et la date de naissance, la nationalité, la profession, l'adresse (la dernière adresse connue), et le numéro de passeport ou de carte d'identité de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants. Dans certains cas, d'autres renseignements sont demandés : un numéro de téléphone (5 Autorités centrales),⁴⁵ la résidence habituelle (2 Autorités centrales),⁴⁶ le nom et l'adresse de l'employeur (6 Autorités centrales)⁴⁷ et la liste des langues parlées par la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants (2 Autorités centrales)⁴⁸. Un autre renseignement demandé en plus de ceux figurant dans le formulaire modèle concerne la relation de l'enfant / des enfants avec la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants (13 Autorités centrales)⁴⁹. Cinq Autorités centrales ont complété les demandes d'informations générales figurant dans le formulaire modèle par une description physique, à savoir la taille, le poids, la couleur des yeux et la couleur des cheveux⁵⁰.

⁴⁴ Chypre et le Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles) ne demandent comme renseignements que le nom de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants et la relation de cette personne avec l'enfant / les enfants. Il est demandé plus loin dans le formulaire l'adresse où devrai(ent) se trouver l'enfant / les enfants, celle-ci pouvant toutefois être différente de l'adresse de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant. Il n'est demandé à aucun moment dans ces deux formulaires une description physique de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant. Le formulaire anglais, dans sa dernière rubrique, lorsqu'il recommande les documents à joindre à l'appui de la demande, indique qu'une photo du ravisseur devrait être jointe à la demande.

⁴⁵ Argentine, Chine (RAS de Hong Kong), États-Unis d'Amérique, Lituanie et Suède.

⁴⁶ Argentine et Suède.

⁴⁷ Argentine, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong) et États-Unis d'Amérique.

⁴⁸ Chine (RAS de Hong Kong) et Norvège.

⁴⁹ Afrique du Sud, Chine, (RAS de Hong Kong), Chypre, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Grèce, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man, Irlande du Nord et Écosse) et Suède.

⁵⁰ Argentine, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), États-Unis d'Amérique.

Quelques Autorités centrales ont également adopté d'autres pratiques :

- Le Royaume-Uni (Île de Man) et la Chine (RAS de Hong Kong) permettent au demandeur d'indiquer si la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants est un parent ; et, dans l'affirmative, il suffit que le demandeur indique la relation de l'enfant / des enfants avec la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant et la description et la dernière adresse connue de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant.
- Les États-Unis d'Amérique demandent les pseudonymes connus de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants.
- La Chine (RAS de Hong Kong) demande l'adresse électronique de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant.

Conclusion : De même que pour la rubrique concernant le demandeur, le fait de demander des renseignements aussi précis que possible concernant la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants serait une bonne pratique. Le formulaire modèle ne demande que la dernière adresse connue de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé l'enfant ; cependant, aussi bien l'Autorité centrale de l'État requis que celle de l'État requérant peut souhaiter contacter par téléphone le parent dont il est allégué qu'il a déplacé l'enfant. Bien que seules quelques Autorités centrales demandent le nom et l'adresse de l'employeur, c'est une bonne pratique qui devrait être recommandée.

Comme pour la rubrique concernant l'identité de l'enfant, demander des renseignements particuliers concernant la description physique de la personne dont il est allégué qu'elle a enlevé l'enfant (taille, poids, couleur des yeux et couleur des cheveux) peut faciliter sa localisation par l'Autorité centrale requise. De plus, le fait de fournir des exemples de renseignements supplémentaires utiles, comme des cicatrices, des marques de naissance ou des tatouages, peut contribuer à guider les demandeurs.

2) Informations concernant l'adresse (possible) de l'enfant / des enfants

Sur tous les formulaires des Autorités centrales analysés, à l'exception de ceux du Brésil, de la Turquie et des États-Unis d'Amérique, la nouvelle adresse de l'enfant / des enfants (s'il y a lieu) est expressément demandée en plus de celle de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants. À l'inverse, la Suisse demande des informations soit sur l'endroit où devrait se trouver l'enfant *soit* sur la résidence habituelle de l'enfant. Au lieu de demander l'« adresse » de l'enfant / des enfants, huit Autorités centrales demandent expressément où l'enfant / les enfants pourrai(en)t se trouver actuellement⁵¹. La Lituanie demande aussi le numéro de téléphone de l'endroit où devrait se trouver l'enfant.

Conclusion : Si le titre de cette rubrique du formulaire modèle est « Endroit où devrait se trouver l'enfant », il serait une bonne pratique de rappeler que l'adresse demandée pour l'enfant / les enfants est l'endroit où devrai(en)t se trouver l'enfant / les enfants avant le déplacement ou la rétention. Un demandeur qui connaît les exigences de la Convention en ce qui concerne la résidence habituelle pourrait hésiter à indiquer l'adresse de l'enfant / des enfants après le déplacement ou la rétention de crainte que cela ne constitue une preuve que la nouvelle adresse est la résidence habituelle.

⁵¹ Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Espagne, France, Grèce, Islande, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Irlande du Nord) et Slovaquie. L'Espagne demande à la fois l'endroit où devrai(en)t se trouver l'enfant / les enfants et l'adresse de l'enfant / des enfants.

- 3) Distinction entre les informations concernant le défendeur et les informations concernant l'endroit où se trouve l'enfant

La rubrique concernant l'endroit où se trouve l'enfant / les enfants, présente le plus de changements de format par rapport au formulaire modèle. Plusieurs Autorités centrales ont modifié l'intitulé de cette rubrique ou l'ont divisée en plusieurs sous-parties — une pour l'identité et l'endroit où se trouve la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants et une pour l'adresse présumée de l'enfant / des enfants et les coordonnées de tierces personnes à même de fournir des informations concernant l'endroit où pourrait se trouver l'enfant / les enfants.

Conclusion : Le fait de distinguer clairement l'adresse de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants de l'endroit où devrait se trouver l'enfant reconnaît, soit volontairement, soit fortuitement, que l'enfant / les enfants pourrai(en)t se trouver ailleurs qu'à la (dernière) adresse (connue) de la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant. Un formulaire modèle révisé pourrait établir clairement cette distinction.

- 4) Informations concernant d'autres personnes susceptibles de donner d'autres renseignements permettant de localiser l'enfant / les enfants

En dehors du Brésil, de Chypre, de l'Équateur et de Monaco, tous les formulaires des Autorités centrales analysés demandent des informations supplémentaires susceptibles de contribuer à localiser l'enfant. En plus de simplement demander le nom des personnes susceptibles de fournir des informations permettant de localiser l'enfant, treize Autorités centrales demandent expressément les coordonnées de ces personnes⁵². Le Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec) ne se limite cependant pas aux personnes susceptibles de fournir d'autres renseignements sur l'endroit où l'enfant pourrait se trouver. Il demande « toute information susceptible d'aider à localiser l'enfant (par ex. nom de personnes, faits, etc.) ».

Conclusion : Treize Autorités centrales ont complété le formulaire modèle en demandant expressément les coordonnées de ces personnes. Une telle pratique pourrait être recommandée à tous les États et pourrait également être envisagée dans un formulaire modèle révisé.

V. Motifs de fait ou légaux justifiant la demande

De nombreuses Autorités centrales, parmi lesquelles plusieurs n'ont pas mis en ligne le formulaire de demande, ont créé des brochures d'information ou des sites Internet pour décrire de manière succincte le processus de demande de retour en cas d'enlèvement international⁵³. Six de ces fiches d'instruction ont prévu un espace pour expliquer expressément quelles sont les informations requises pour justifier une demande (motifs juridiques ou faits)⁵⁴. Certaines Autorités centrales énumèrent les exigences de la Convention, mais n'expliquent pas comment le demandeur peut démontrer les motifs de fait ou légaux. À la place ou en plus d'une fiche d'instruction distincte, certaines Autorités centrales indiquent, dans le formulaire, une liste des motifs juridiques (15 Autorités

⁵² Afrique du Sud, Argentine, Chine (RAS de Hong Kong), États-Unis d'Amérique, Lituanie, Malte, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Irlande du Nord) et Suède.

⁵³ Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada (Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Équateur, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man, Irlande du Nord et Écosse), Slovaquie (n'existe qu'en slovaque), Suède, Suisse et Turquie (n'existe qu'en turc). La Bosnie-Herzégovine, la Finlande, l'Irlande, la République dominicaine et la République tchèque ne font que donner des informations sur le processus sans mettre en ligne le formulaire de demande. Au Canada, si l'Autorité centrale fédérale du Canada ne traite pas les demandes, elle fournit des informations en ligne indiquant les conditions requises au plan juridique pour obtenir le retour en application de la Convention.

⁵⁴ Australie, États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (uniquement en néerlandais), Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles) et Suisse.

centrales)⁵⁵. Le plus souvent, les États qui choisissent de fournir des informations dans le formulaire indiquent qu'une décision de justice est un exemple de motif pour justifier la demande⁵⁶.

Parmi les exemples de la manière dont les Autorités centrales traitent la communication d'informations sur les motifs de fait ou légaux justifiant la demande, on notera :

- Le fait de demander aux demandeurs d'indiquer quelles conventions ou législations nationales constituerait le fondement juridique de la demande⁵⁷ ou d'indiquer si la demande se fonde sur une décision de justice ou un accord⁵⁸. La France demande même aux requérants de fournir l'article de la législation nationale pertinente justifiant leur demande.
- L'Australie fournit une liste des principaux éléments devant figurer dans toute demande déposée en application de la Convention de La Haye sur l'enlèvement d'enfants (la résidence habituelle, les droits de garde et l'exercice effectif des droits de garde), et informe le demandeur des exceptions possibles (consentement ou assentiment) que la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant peut invoquer.
- La Chine (RAS de Hong Kong) demande qui exerce légalement les droits de garde de l'enfant / des enfants et qui s'occupait des soins quotidiens de l'enfant / des enfants avant le déplacement ou la rétention, et demande que soient joints les documents y relatifs, tels que la décision ou l'accord relatif à la garde ou la loi applicable.
- L'Afrique du Sud et le Royaume-Uni (Île de Man), au lieu de demander les motifs de fait ou légaux, exige du demandeur qu'il fournisse la preuve des droits de garde à l'égard de l'enfant / des enfants, et qu'il ait exercé ces droits au moment du déplacement.

Conclusion : S'il est vrai que les motifs de fait ou légaux pour déposer une demande varient d'un État à l'autre en fonction du droit interne, les États peuvent cependant être encouragés à préciser le sens de l'expression « motifs de fait ou légaux justifiant la demande ». À titre d'exemple, le système de gestion électronique de dossiers *iChild* fournit une liste indicative d'informations juridiques utiles qui pourrait servir de base à une rubrique plus étendue sur la situation juridique de la famille⁵⁹.

Une feuille séparée, bien que moins courante dans les formulaires des Autorités centrales analysés, offre un espace supplémentaire pour expliquer en détail en quoi consistent les motifs de fait ou légaux et ce qui permettrait de démontrer des motifs suffisants. Les Autorités centrales peuvent fournir des exemples, soit dans le formulaire soit dans une feuille séparée, des documents qui peuvent être utilisés pour démontrer les motifs conformément à leur droit interne.

VI. Retour de l'enfant

1) Assurer le retour volontaire de l'enfant et faciliter un règlement amiable du litige

Si le formulaire modèle demande aux demandeurs d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne ou de l'institution à qui l'enfant doit être remis et propose des arrangements pratiques pour le retour de l'enfant, il n'évoque pas la possibilité d'un règlement amiable. L'Argentine et la Chine (RAS de Hong Kong) demandent des renseignements, dans leurs formulaires, au sujet de la possibilité d'un retour volontaire

⁵⁵ Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Pays-Bas, Royaume-Uni (Écosse), Suède et Turquie.

⁵⁶ Belgique, Équateur, Espagne, Grèce, Pays-Bas, Royaume-Uni (Écosse), Suède et Turquie.

⁵⁷ Argentine, France.

⁵⁸ Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec).

⁵⁹ Voir « Guide de l'utilisateur *iChild* », *Op. cit.* note 15, p. 39 et 40.

de l'enfant. Le formulaire français ne fait aucune référence dans le formulaire au retour volontaire, mais un espace important est réservé à la médiation dans les affaires d'enlèvement d'enfant sur le site Internet de l'Autorité centrale.

Conclusion : Le formulaire modèle n'envisage pas la possibilité que les Autorités centrales obtiennent le retour volontaire de l'enfant / des enfants. Le fait de demander des renseignements au sujet du retour volontaire ou d'un règlement amiable du litige est aujourd'hui une pratique établie qui devrait être examinée en vue d'être éventuellement incluse dans le futur formulaire modèle révisé. En particulier, une nouvelle rubrique pourrait être envisagée afin d'indiquer, par exemple, et s'il y a lieu, que le demandeur est ouvert à l'idée d'un règlement amiable du litige.

2) Arrangements pratiques proposés en vue du retour de l'enfant

Le formulaire modèle prévoit un espace concernant « les arrangements proposés pour le retour de l'enfant » à la rubrique VII intitulée « L'enfant doit être remis à ». Sept Autorités centrales, lorsqu'elles demandent au demandeur de proposer des arrangements pratiques pour le retour de l'enfant / des enfants, font des suggestions quant à la forme que ces arrangements pratiques pourraient prendre (par ex., moyens de transport, personne chargée de voyager avec l'enfant / les enfants ou de retrouver l'enfant / les enfants, participation aux frais de voyage, et date et lieu du retour)⁶⁰ L'Argentine et le Brésil ne suivent pas le formulaire modèle et ne prévoient pas d'espace pour indiquer tout arrangement proposé pour le retour de l'enfant.

Conclusion : Les travaux sur un formulaire modèle révisé pourraient prévoir une rubrique plus importante sur d'éventuels arrangements pratiques convenus pour le retour de l'enfant (par ex. au moyen d'une liste d'exemples indicatifs).

VII. Procédures civiles en cours

Neuf Autorités centrales fournissent des informations, soit dans le formulaire soit séparément, pour expliquer expressément ce qu'est une procédure civile en cours⁶¹. Trois ont divisé la rubrique en deux parties : l'une au sujet de la procédure suivie dans leur État et une autre sur toutes les autres procédures civiles⁶². De plus, cinq Autorités centrales demandent des renseignements non seulement sur les procédures civiles qui ont eu lieu ou qui sont en cours, mais aussi sur les procédures qui sont prévues⁶³.

Conclusion : Cette rubrique du formulaire modèle ne semble pas adaptée pour décrire les informations qui sont recherchées. Les révisions envisagées de cette rubrique pourraient tirer profit du format du rapport sur l'état d'avancement établi dans le cadre des formulaires relatifs à la Convention Recouvrement des aliments de 2007⁶⁴ ainsi que du format utilisé par *iChild*, en particulier l'« écran Garde de l'Enfant » qui permet à l'utilisateur d'obtenir des informations détaillées sur les procédures en cours. Un formulaire révisé pourrait également expliquer ou fournir des exemples sur ce qui constitue une procédure civile *pertinente*. En outre, en ce qui concerne les documents à recommander ou à énumérer, le formulaire révisé pourrait encourager les demandeurs à produire des pièces de ces procédures civiles pertinentes, notamment des procédures se déroulant à l'étranger. Enfin, il conviendrait également d'examiner dans quelle mesure des informations sur les procédures devraient être exigées (par ex. se rapportant à une procédure pénale, etc.).

⁶⁰ Afrique du Sud, Belgique, Chine (RAS de Hong Kong), Norvège, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles et Île de Man) et Suède.

⁶¹ Afrique du Sud, Australie, Chine (RAS de Hong Kong), États-Unis d'Amérique, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles et Île de Man) et Suisse.

⁶² Afrique du Sud et Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles et Île de Man).

⁶³ Belgique, Équateur, Espagne, Grèce et Turquie.

⁶⁴ *Op. cit.* note 11, p. 25, 31, 40 et 51.

VIII. Rubrique Autres observations

Si le formulaire modèle fournit au demandeur un espace libre pour ajouter d'autres observations, plusieurs Autorités centrales ont choisi de produire des formulaires qui permettent aux demandeurs de fournir des informations pertinentes selon une liste prédéfinie de questions. Les questions prédéfinies sont notamment : les soupçons que la personne qui a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants pourrait disparaître ou s'enfuir dès lors qu'elle sera informée de la demande et les raisons de ces craintes ; les antécédents concernant la santé mentale de la personne qui a déplacé ou retenu l'enfant / les enfants ; toute maltraitance de l'enfant / des enfants par la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé ou retenu l'enfant ; la santé de l'enfant / des enfants et la probabilité d'un accord relatif à un retour volontaire. L'Île-du-Prince-Édouard et le Québec demandent également aux demandeurs de présenter une déclaration écrite sous serment à l'appui de leur allégation selon laquelle l'enfant est en danger.

Conclusion : Le fait de fournir une liste d'« observations » prédéfinies peut aider les demandeurs à distinguer les remarques pertinentes de celles qui ne sont pas utiles. Une autre option consiste à prévoir des questions Oui / Non, comme c'est le cas dans le formulaire de l'Autorité centrale de la RAS de Hong Kong. Si de telles questions peuvent servir un objectif utile dans un formulaire modèle révisé, un certain nombre d'entre elles pourraient être mieux placées dans une nouvelle rubrique ou une rubrique plus large d'un formulaire modèle révisé.

IX. Autorisation d'agir pour le compte du demandeur

Dix-sept États incluent des demandes d'autorisation dans le formulaire lui-même⁶⁵. Il est probable que la nécessité d'une autorisation dépende du droit interne ; par conséquent, la formulation varie d'un formulaire à l'autre. De manière générale, cependant, les autorisations comportent une référence à « toutes les choses raisonnables et nécessaires » ou aux « mesures appropriées » en lien avec cette demande. D'autres prévoient une autorisation expresse de communiquer des données à caractère personnel.

Conclusion : Pour les États qui n'exigent pas d'autorisation pour traiter les demandes, il pourrait être utile d'envisager d'inclure l'autorisation dans le formulaire lui-même. Plusieurs Autorités centrales présentent l'autorisation de manière distincte ; mais cela pourrait avoir pour effet que le demandeur ne trouve pas ou ne remplisse pas le formulaire requis.

X. Format de la demande

1) Formulaire électronique

Une seule Autorité centrale, l'Italie, donne la possibilité au demandeur de commencer à déposer la demande en ligne. Si la demande italienne ne demande pas toutes les informations comprises dans le formulaire modèle, elle semble être un mécanisme par lequel les demandeurs peuvent demander à ce qu'un formulaire de demande officiel leur soit envoyé et qui permet de porter la situation à l'attention de l'Autorité centrale. Tous les autres États exigent que les demandeurs présentent des copies papier à l'Autorité centrale ; plusieurs formats permettant cependant aux demandeurs de remplir le formulaire électroniquement et d'imprimer ensuite un formulaire dactylographié et rempli⁶⁶.

⁶⁵ Afrique du Sud, Australie, Canada (Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Équateur, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Malte, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Île de Man et Irlande du Nord), Suisse et Turquie.

⁶⁶ Allemagne, Australie, Belgique, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chypre, États-Unis d'Amérique, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles et Irlande du Nord), Suisse et Turquie. La plupart de ces formulaires sont en format .DOC. L'Allemagne, le Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec) et les États-Unis d'Amérique ont toutefois créé des formats .PDF avec des cellules actives que les demandeurs peuvent remplir électroniquement.

Conclusion : Il n'est peut-être pas faisable à ce stade de recommander aux États de créer des formulaires pouvant être envoyés électroniquement ; toutefois, il est peut-être plus réalisable de créer des formulaires comportant des cellules actives afin que les demandeurs, s'ils le souhaitent, puissent remplir le formulaire sur un ordinateur, puis l'imprimer et l'envoyer sous une forme imprimée. Lors de la révision du formulaire modèle, il conviendrait également d'examiner la création de formulaires électroniques, à la lumière des formulaires adoptés dans le cadre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007, qui prévoient des solutions efficaces en ce qui concerne la question des signatures dans le cadre des formulaires électroniques⁶⁷.

2) Un seul formulaire avec plusieurs langues

Dans vingt États, le formulaire est en plusieurs langues, soit dans des formulaires séparés, soit dans un seul formulaire⁶⁸. Sur les treize autres formulaires qui existent dans une seule langue, ils sont tous, à part deux d'entre eux, soit en anglais soit en français.

Il y a des avantages à inclure plusieurs langues dans un seul formulaire, mais l'absence de séparation claire entre les différentes rubriques (voir ci-dessous pour un examen de la séparation des rubriques), associée à l'inclusion de plusieurs langues sans aucune différenciation en ce qui concerne le formatage, peut rendre ces formulaires difficiles à lire et à remplir.

Conclusion : Il convient de noter ici l'importance de suivre les exigences de la Convention en ce qui concerne la langue (ou les réserves concernant ces exigences) et de fournir des informations sur la Convention dans autant de langues que possible. Les Autorités centrales qui souhaitent inclure trois langues ou plus dans un seul format peuvent souhaiter consulter le formulaire de l'Équateur. Ce formulaire a réussi à intégrer trois langues en utilisant le formatage — l'espagnol étant en gras et l'anglais et le français étant placés en positions subordonnées — sans sacrifier la compréhensibilité. À l'occasion de l'examen d'un formulaire révisé, il convient de rappeler que le Groupe de travail chargé des formulaires pour la Convention Recouvrement des aliments de 2007 a répondu à la question des langues en mettant au point des formulaires électroniques dans lesquels les informations sont fournies au moyen de « cases à cocher », ce qui permet à l'utilisateur, dans une large mesure, de remplir le formulaire dans un modèle de langue et de le lire dans une autre modèle de langue, ce qui peut réduire la nécessité de traduction intégrale⁶⁹.

3) Séparation des rubriques

Si le formulaire modèle se sert d'en-têtes de rubriques, dix-sept Autorités centrales ont choisi de séparer les rubriques sous forme d'encadrés⁷⁰. Parmi les États qui n'utilisent pas d'encadrés, la plupart ont modifié le formulaire modèle — en recourant à une présentation en caractères gras, au soulignement et à la justification du texte — afin d'améliorer la séparation entre les différentes rubriques.

Conclusion : Le fait que les rubriques ne soient pas séparées clairement ne permet pas de distinguer facilement les différentes demandes de renseignements. Tant qu'elles reprennent le contenu du formulaire modèle, les Autorités centrales devraient avoir la

⁶⁷ Voir Doc. pré-l. No 2 A de juillet 2009, « Groupe de travail chargé des formulaires, Rapport », en particulier p. 6, *op. cit.* note 10.

⁶⁸ Les États suivants ont plusieurs langues dans un seul formulaire : Argentine, Brésil, Équateur, Espagne, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Suisse et Turquie. Les États suivants ont prévu (également ou à la place) des formulaires distincts pour plusieurs langues : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada (Québec), Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, France, Géorgie, Norvège, Suède, Suisse et Turquie.

⁶⁹ Voir Doc. pré-l. No 2 A de juillet 2009, « Groupe de travail chargé des formulaires, Rapport », p. 3, *op. cit.* note 10.

⁷⁰ Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Canada (Île-du-Prince-Édouard et Québec), Chine (RAS de Hong Kong), États-Unis, Islande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles, Irlande du Nord et Écosse) Suède et Suisse.

flexibilité de formater le document de telle sorte qu'il soit cohérent avec d'autres formulaires officiels et accessible au plus grand nombre.

CONCLUSION SUR DES TRAVAUX FUTURS

En 2006, la Commission spéciale a recommandé « que le Bureau Permanent, en consultation avec les États contractants, mette à jour le formulaire modèle de Requête en vue du retour⁷¹ ». Le Bureau permanent souhaite suggérer que les travaux déjà entamés sur la révision du formulaire modèle dans le cadre de la Convention de 1980 soient poursuivis plus avant en consultation avec les États contractants, en tenant compte des résultats de la présente étude préliminaire et, en particulier, des exigences de fonctionnement de systèmes de gestion électronique de dossiers tels que *iChild* et des travaux accomplis en lien avec les formulaires dans le cadre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007.

⁷¹ Conclusion et Recommandation No 1.1.14 de la Cinquième réunion de la Commission spéciale, *op. cit.* note 5.

A N N E X E

Requête en vue du retour

Convention de La Haye du sur les aspects civils de
l'enlèvement international d'enfants

AUTORITÉ CENTRALE REQUÉRANTE OU REQUÉRANT	AUTORITÉ REQUISE
--	------------------

Concerné l'enfant, qui aura 16 ans
le 19.....

NOTE: Les rubriques suivantes doivent être remplies de la façon la plus complète
possible.

I - IDENTITÉ DE L'ENFANT ET DES PARENTS

1 Enfant

nom et prénoms
date et lieu de naissance
résidence habituelle avant l'enlèvement
passport ou carte d'identité No (s'il y a lieu)
signalement et éventuellement photo (voir annexes)

2 Parents

2.1 Mère: nom et prénoms
date et lieu de naissance
nationalité
profession
résidence habituelle
passport ou carte d'identité No
(s'il y a lieu)

2.2 Père: nom et prénoms
date et lieu de naissance
nationalité
profession
résidence habituelle
passport ou carte d'identité No
(s'il y a lieu)

2.3 Date et lieu du mariage

II - PARTIE REQUÉRANTE: PERSONNE OU INSTITUTION (qui exerçait la garde ef- fectivement avant l'enlèvement)

3 nom et prénoms
nationalité (si personne physique)
profession (si personne physique)
adresse
passport ou carte d'identité No
(s'il y a lieu)
relation avec l'enfant
nom et adresse du conseiller juridique
(s'il y a lieu)

III - ENDROIT OÙ DEVRAIT SE TROUVER L'ENFANT

4.1 Renseignements concernant la personne dont il est allégué qu'elle a enlevé ou retenu l'enfant

nom et prénoms
profession
dernière résidence connue
passport ou carte d'identité No
(s'il y a lieu)
signalement et éventuellement photo (voir annexes)

4.2 Adresse de l'enfant

4.3 Autres personnes susceptibles de donner d'autres in-
formations permettant de localiser l'enfant

IV - MOMENT, LIEU, DATE ET CIRCONSTANCES DU DÉPLACEMENT OU DU NON-RETOUR ILLICITES

.....
.....
.....
.....

V - MOTIFS DE FAIT OU LÉGAUX JUSTIFIANT LA REQUÊTE

.....
.....
.....
.....

VI - PROCÉDURES CIVILES EN COURS

.....
.....
.....
.....

VII - L'ENFANT DOIT ÊTRE REMIS A:

a nom et prénoms
date et lieu de naissance
adresse
téléphone

b arrangements proposés pour le retour
.....
.....
.....

VIII - AUTRES OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....

IX - ENUMÉRATION DES PIÈCES PRODUITES*

.....
.....
.....
.....

Fait à

le

Signature et/ou cachet de l'Autorité centrale requérante
ou du requérant

.....

* p. ex. copie certifiée conforme d'une décision ou d'un accord relatif à la garde ou/au droit de visite; certificat de coutume ou déclaration avec affirmation relatif à la loi applicable; information sur la situation sociale de l'enfant; procuration conférée à l'Autorité centrale.